

Journal de Syrie

N° 53 du 07.05.12

Par **C.De Broeder & M.Lemaire**

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Dan GLAZEBROOK : Former des mercenaires pour lancer des provocations armées.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos .

SCOOP SCANDALE : YouTube : RMC Jean-Jacques Bourdin LA VERITE SUR LA SYRIE

2 Les Brèves

2-1 Un Parlementaire turc met en garde contre l'envoi d'armes en Syrie

2 Dossier

2-1 Louis Denghien : La Maison Blanche négocie-t-elle un prochain virage à 180° sur la Syrie ?

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Collectif pour la Syrie : Un autre point de vue sur la Syrie.

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

4-1 Qadri Jamil : l'opposition : [Les menaces de Juppé fantaisistes.](#)

4-2 Amin **HOTEIT** : Pourquoi l'escalade des menaces depuis la résolution 2043 ?

4-3 Thierry Meyssan sur les tentatives de déstabilisation de la Syrie et sur l'élection présidentielle française.

5 Annexe

5-1 Manlio Dinucci : L'art de la guerre : Ceux qui nous défendent des atrocités.

Tiré à part

Dan GLAZEBROOK : Former des mercenaires pour lancer des provocations armées.

Syrie : la pire crainte de l'Occident (AL-AHRAM)

La stratégie était simple, claire et éprouvée. Elle avait été employée avec succès non seulement en Libye, mais aussi au Kosovo (en 1999), et avait été rapidement mise en œuvre en Syrie. Voici ce qui était prévu : former des mercenaires pour lancer des provocations armées ; qualifier la riposte du gouvernement de génocide ; forcer la main du Conseil de Sécurité de l'ONU pour admettre « qu'il fallait faire quelque chose » ; écraser l'armée et toute forme de résistance avec des bombes à fragmentation et des missiles Hellfire ; et finalement instaurer un gouvernement faible et servile qui signerait de nouveaux contrats et alliances rédigés à Londres, Paris et Washington, tandis que le pays s'entre-déchirait.

Le résultat prévu était d'arracher le cœur de « l'axe de résistance » entre l'Iran, la Syrie et le Hezbollah, pour isoler l'Iran et laisser les mains libres à l'Occident pour attaquer l'Iran sans crainte de répercussions régionales.

Voilà ce qui avait été prévu pour la Syrie, et planifié depuis des années dans des hauts comités des ministères de la défense et des services de renseignement US, britanniques et français. Mais contrairement à la Libye, cette fois le plan n'a pas fonctionné.

D'abord, il y a eu le veto russe et chinois contre la résolution sur le « changement de régime » au Conseil de Sécurité en octobre 2011, suivi par un deuxième veto en février de cette année. Ce qui signifie que toute attaque de l'OTAN contre la Syrie ne pourrait pas se prévaloir de l'accord de l'ONU et serait perçue comme un acte d'agression unilatéral non seulement contre la Syrie mais potentiellement contre la Chine et la Russie aussi.

Aussi vicieux et irresponsables qu'ils soient, même Cameron, Sarkozy et Obama n'ont pas nécessairement l'étoffe pour mener ce genre de bataille. Il ne restait plus alors qu'à confier la destruction de l'état syrien aux mercenaires de l'OTAN sur place, l'Armée Libre Syrienne - un ramassis de milices locales et (de plus en plus) étrangères, en majorité des extrémistes salafistes, avec une poignée de déserteurs ainsi que des forces spéciales occidentales.

Mais cette armée n'avait pas été créée pour abattre l'état syrien, une tâche qui était censée revenir à l'OTAN. Comme en Libye, le rôle des milices était simplement de provoquer des représailles de l'état afin de justifier une guerre éclairée de l'OTAN. Sans aide extérieure, ces forces n'ont aucune chance de remporter une victoire militaire, chose que beaucoup d'opposants ont réalisée.

« *Nous ne croyons pas que l'Armée Libre Syrienne puisse aider la révolution syrienne* » a récemment déclaré le dirigeant du mouvement interne de la résistance syrienne, Haitham Al-Manna. « *Il n'y a pas d'exemple d'une lutte armée victorieuse contre un régime dictatorial.* » Bien sûr, on pourrait lui citer Cuba ou le Vietnam du sud, et beaucoup d'autres, mais ce qui est certainement vrai est que la lutte armée seule n'a jamais réussi lorsque le gouvernement est la seule partie en présence à bénéficier d'un soutien significatif auprès de la population, comme c'est le cas en Syrie.

La réalité s'est brutalement imposée au début du mois de mars lors de la bataille décisive autour du quartier Baba Amr dans la ville de Homs. On disait que c'était le fief de l'Armée Libre Syrienne, où elle a pourtant été encerclée et défaite, annonçant d'autres défaites similaires dans les zones qu'elle contrôlait encore. Les groupes d'opposition prennent conscience que leur meilleure chance pour obtenir un changement significatif n'est pas par les armes, un combat où ils ont toutes les chances de perdre et par la même occasion de se faire tuer et aussi de perdre leur soutien et crédibilité, mais par la voie de négociations et de la participation au processus de réformes et de dialogue que le gouvernement a offerts.

Une telle perspective – la fin de la guerre civile et une paix négociée qui aboutirait à des réformes politiques sans déstabiliser le pays – a provoqué une certaine fébrilité chez les puissances impérialistes. Malgré leurs affirmations contraires, la dernière chose qu'elles veulent est une Syrie stabilisée car cela permettrait à la Syrie de demeurer un état fort, indépendant et anti-impérialiste – exactement le contraire du résultat recherché.

Ainsi, quelques jours après le plan de paix de Kofi Annan à la fin du mois de mars qui avait été positivement accueillie des deux côtés, les puissances impérialistes ont ouvertement promis, pour la première fois, des millions de dollars à l'Armée Libre Syrienne : en matériel militaire, pour payer ses soldats, et pour verser des pots de vin aux forces gouvernementales pour provoquer des désertions. En d'autres termes, terrifiées à l'idée de voir la guerre civile en Syrie s'éteindre, elles cherchent à l'institutionnaliser. Si la possibilité de provoquer un changement violent de régime semble s'éloigner, il leur reste l'espoir d'affaiblir le pays et de le mettre à genoux en l'obligeant à dépenser son énergie dans une guerre civile.

Au risque de faire apparaître le Conseil National Syrien comme étant encore plus en dehors des réalités et déconnecté des Syriens ordinaires qu'elle ne l'est déjà, les soutiens occidentaux de l'organisation ont augmenté la pression pour lui imposer cette stratégie, en allant jusqu'à lancer ouvertement des appels aux dirigeants du CNS en faveur d'un armement à grande échelle de la rébellion et d'un bombardement aérien par l'Occident.

Ce qui a provoqué de très grosses tensions au sein de l'organisation et trois de ses membres dirigeants viennent de la quitter le mois dernier parce qu'ils refusent d'être « *les complices d'un massacre du*

peuple syrien par des manœuvres, des mensonges et la monopolisation des prises de décision. » Le CNS, selon un des trois, Kamal Al-Labwani, est « soumis à des objectifs de l'étranger qui visent à prolonger la bataille en attendant... que le pays soit entraîné dans une guerre civile. »

Ce mois-ci, un des rares dirigeants du CNS à être actuellement basé en Syrie, Riad Truk, a appelé l'opposition à accepter le dialogue avec le gouvernement – un appel qui n'a pas été relayé par ses collègues à l'étranger. De même, le principal groupe d'opposition pacifique en Syrie – le Comité de Coordination Nationale – a quitté le CNS à cause de son rôle de plus en plus agressif et de porte-parole des puissances étrangères.

Le dirigeant du CCN, Al-Manma, s'en est récemment pris à l'Armée Libre Syrienne en déclarant « *la militarisation de la révolution syrienne signifie la mort de la révolution interne... Nous savons que le gouvernement turc joue un rôle important dans les décisions politiques de l'Armée Libre Syrienne. Nous ne croyons pas qu'un groupe armé puisse être basé sur le territoire turc tout en restant indépendant des décisions turques. »*

Il y a donc cette idée qui fait son chemin, y compris au sein du mouvement d'opposition syrien lui-même, que l'Armée Libre Syrienne ainsi que le Conseil National Syrien sont tous deux au service des intérêts de puissances étrangères qui cherchent à prolonger une guerre civile inutile.

Les politiciens occidentaux jouent à un jeu dangereux. A part une attaque par l'OTAN, leur meilleure option pour déstabiliser et neutraliser la Syrie est de faire échouer tout cessez-le-feu et prolonger les combats. Dans cette optique, ils sont en train d'encourager les milices mercenaires de multiplier les provocations : le but des déclarations du Secrétaire d'Etat US Hillary Clinton et du Ministre des Affaires Etrangères français Alain Juppé sur « d'autres mesures » encore envisageables est de préserver dans l'esprit des rebelles l'idée qu'une attaque de l'OTAN est encore possible et de les encourager à poursuivre les combats.

De fait, beaucoup de nouveaux combattants ont été acheminés dans le pays au cours des dernières semaines, selon le *Washington Post*, et ils ont lancé des attaques à la bombe dévastatrices à Damas et Aleppo. L'ambassadeur US en Syrie Robert Ford est un protégé de John Negroponte, qui a organisé les escadrons de morts pour déstabiliser le Nicaragua dans les années 80 (*et qui fut aussi ambassadeur US en Irak – et qui dirige encore aux dernières nouvelles la NSA, l'agence qui chapeaute tous les services secrets US – NdT*) ; il est très probable qu'il ait organisé des groupes similaires en Syrie et pour les mêmes objectifs lorsqu'il était encore en poste l'année dernière.

Néanmoins, le programme de déstabilisation ne se passe pas comme prévu. L'opposition interne en Syrie devient de plus en plus frustrée devant le cours des événements, et une scission fait jour entre ceux qui sont basés à l'étranger, contents de voir la Syrie condamnée à la destruction pour la plus grande satisfaction de leurs bailleurs de fonds et de leurs carrières, et ceux qui ont à subir les conséquences. Les attaques irresponsables lancées par les milices armées les coupent de plus de plus de ceux qui avaient une certaine sympathie pour eux, surtout depuis que les dirigeants à l'étranger se révèlent de plus en plus pour ce qu'ils sont. Ayant montré leur incapacité à libérer et occuper un territoire, ces milices se livrent à des tactiques de guérilla. Mais la guérilla, comme l'a dit Mao, est comme un poisson qui ne peut survivre que dans l'eau du soutien populaire. Et l'eau est en train de s'évaporer rapidement.

Dan Glazebrook

Traduction "John Negroponte, Robert Ford... année après année, d'un continent à l'autre, on retrouve les mêmes fils de p..." par VD pour le Grand Soir avec probablement les fautes et coquilles habituelles.
mai 2012

<http://weekly.ahram.org.eg/2012/1096/op8.htm>

URL de cet article 16612

<http://www.legrandsoir.info/syrie-la-pire-crainte-de-l-occident-al-ahram.html>

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

SCOOP SCANDALE : YouTube : RMC Jean-Jacques Bourdin LA VERITE SUR LA SYRIE -
http://www.youtube.com/watch?v=9U6_erVhd_k&feature=player_embedded

2 Les Brèves

2-1 Un Parlementaire turc met en garde contre l'envoi d'armes en Syrie.

Un parlementaire turc a mis en garde contre l'envoi d'armes en Syrie. Certains habitants de la province de Khatai dans le Sud de la Turquie sont témoins de la circulation des véhicules transportant des armes lourdes vers la Syrie, a déclaré Rafiq Arilmaz, représentant républicain, principal parti opposant au gouvernement turc lors d'un entretien téléphonique avec Presse TV. En critiquant les politiques du gouvernement d'Ankara envers Damas, il a mis en garde contre l'éventualité que la Turquie pourrait être entraîné dans cette guerre. Toute action militaire contre la Syrie aura des répercussions au Moyen Orient et intensifiera la tension dans la région. L'aménagement des camps pour les réfugiés syriens est une partie du plan mis en œuvre sous la pression des Etats-Unis et d'Israël visant de créer des régions de séparation tout au long des frontières syriennes pour ainsi faciliter toute intervention militaire contre ce pays.

06/05/2012

IRIB

2 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

2-1 Louis Denghien : La Maison Blanche négocie-t-elle un prochain virage à 180° sur la Syrie ?

« *Nous sommes extrêmement préoccupés par le fait que des organisations terroristes, notamment al-Qaïda, tentent de profiter de la situation qui a vu le jour en Syrie à leurs propres fins. Dans le même temps, nous exigeons toujours du gouvernement syrien qu'il retire ses troupes des zones de conflit et qu'il poursuive la mise en oeuvre du plan de l'émissaire spécial de l'ONU Kofi Annan* » .

À qui doit-on cette déclaration, qui, pour sa première partie, sonne comme du Sergueï Lavrov, et pour la seconde comme de l'Alain Juppé ? Eh bien à Mark Toner, qui n'est rien moins que le porte-parole du Département d'État américain, autrement dit de Hillary Clinton *herself* ! Et Mr Toner l'a faite ce jeudi 3 mai à Washington lors d'un point de presse. Bref, l'administration Obama s'inquiète désormais à haute et intelligible voix de la menace terroriste en Syrie, reprenant l'argumentation de base du gouvernement syrien et de son allié russe. Ce n'est pas rien ! Il faut quand même se souvenir qu'il y a encore quelques jours – le 25 avril en Australie -, Hillary Clinton dénonçait « *les intimidations, harcèlements et violences potentielles* » du gouvernement syrien contre les opposants, et accusait une énième fois depuis le 12 avril le régime de Bachar al-Assad d'avoir « *rompu ses engagements* » par rapport au plan Annan.

Le CNS en victime collatérale d'al-Qaïda

Alors, l'«ennemi public n°1» – avec le Qatar – de la Syrie est-il en train de changer d'analyse et donc de position ? Voici un peu plus de deux mois, deux (très) hauts responsables militaires américains, le directeur du Renseignement militaire et le chef d'état-major des armées, avaient tiré la sonnette d'alarme sur l'implantation du réseau al-Qaïda en Syrie, via l'Irak, concluant à l'extrême péril qu'il y aurait à armer une opposition qu'ils disaient, sur la base de leurs informations, infiltrée par les disciples d'Oussama ben Laden (*voir notre article « Avec ou sans drones, les Américains sont impuissants », mis en ligne le 20 février*).

Ces mises en garde des généraux Clapper et Dempsey avaient d'ailleurs eu des conséquences diplomatiques rapides, Hillary Clinton, toujours frustrée d'une intervention militaire de l'OTAN en Syrie, refusant désormais de suivre les excités du Qatar et de l'Arabie séoudite dans leur projet d'armement des radicaux syriens. Mais cette déclaration publique de son porte-parole est incontestablement un fait nouveau. À partir de là, Washington va-t-il, tout en continuant à condamner pour le principe le régime de Damas, adopter une position plus en retrait sur la Syrie et donner le ton, au moins à ses alliés européens, canadiens et australiens ? Actuellement en visite à Pékin, la secrétaire d'État américaine a surtout abordé semble-t-il les dossiers du nucléaire iranien et nord-coréen.

À fort peu de temps d'une échéance présidentielle difficile, l'administration Obama, obsédée par l'Iran, encore empêtrée en Afghanistan, incertaine de l'évolution des situations libyenne et égyptienne, impuissante à bloquer la colonisation israélienne en Cisjordanie, et impuissante aussi à détacher Moscou et Pékin de Damas, l'administration Obama donc pourrait bien vouloir lever le pied sur la Syrie. Le géant américain est fatigué et même lui ne peut gérer tous les dossiers qu'il voudrait. **Cette déclaration officielle de la diplomatie américaine ne peut avoir, selon nous, d'autre signification qu'un repli diplomatique, et, à tout le moins, une prise de distance d'avec le CNS.** Un CNS dont la CIA et un

certain nombre de spécialistes ont dû finir par convaincre Miss Clinton qu'il n'était décidément pas la solution de rechange à Bachar al-Assad. L'Oncle Sam pouvait gérer une ASL sous contrôle turc. Mais les djihadistes sans frontières ni maîtres d'al-Qaïda, qui n'ont guère plus de sympathie pour le roi d'Arabie séoudite et l'émir du Qatar que pour le président syrien, et qui ravagent déjà le Yémen, c'est une autre histoire, et c'est sans doute pourquoi il ne faut sans doute plus compter sur les Américains pour être les *big boss* du barnum anti-syrien.

Décidément, l'opposition syrienne franchisée par l'Occident semble bien avoir mangé les derniers morceaux de son pain blanc ! Elle devrait très bientôt perdre un autre ami de poids en la personne d'Alain Juppé. Il lui restera bien Bernard Henri Lévy, mais des appuis comme ça...

Louis DENGHIEN,

3 mai 2012

<http://www.infosyrie.fr/actualite/la-maison-blanche-negocie-t-elle-un-prochain-virage-a-180-sur-la-syrie/>

2-2 Le général Mood et la situation sécuritaire actuelle en Syrie

Le général Robert Mood, chef de la Mission de supervision des Nations Unies en Syrie (MISNUS) créée par la [Résolution 2043 du 21 avril 2012](#), a multiplié les déclarations soulignant que le retour à la paix et la mise en œuvre du plan Annan nécessitent un effort constant des deux parties, gouvernement et opposition armée.

Lors de chacune de ses déclarations, il a attesté de la coopération des Forces syriennes et s'est abstenu de tout commentaire à propos de la coopération ou de la non-coopération de l'opposition armée.

Voici le décompte des victimes fournis par le gouvernement syrien, en cours de vérification par la MISNUS, pour la période du 12 au 25 avril.

- Membres des forces armées et de l'ordre tués : plus de 200 (on ignore le sort de soldats faits prisonniers)
- Civils tués par l'opposition armée : 189
- Membres des forces armées et de l'ordre blessés : 571
- Civils blessés par l'opposition armée : 291
- Citoyens kidnappés par des gangs : plus de 200
- Pillages : 144
- Attentats à la bombe : 102
- Bombes désamorçées : 47

Les autorités ne fournissent pas de statistiques sur les victimes parmi les groupes armés. Une cinquantaine d'insurgés, parfois syriens et plus souvent étrangers (surtout irakiens ou double nationaux maghrébins et européens), auraient été tués durant cette période, selon la presse locale.

Le phénomène des enlèvements crapuleux contre rançon et des pillages est nouveau. Depuis le second veto russe et chinois, les Occidentaux ont cessé de payer en sous-main les repris de justice qui avaient été recrutés pour gonfler l'« Armée syrienne libre ». N'ayant plus de ressources, mais conservant les armes qui leur ont été livrées, ces individus se regroupent en gangs et commettent des crimes et délits sans connotation politique, principalement dans les banlieues des grandes villes.

Le nombre d'attentats à la bombe doit être relativisé. La plupart des charges explosives étaient faibles. On notera que, dans la période actuelle, comme c'était le cas lors de la Mission d'observation de la Ligue arabe, les victimes sont plus nombreuses parmi les forces de sécurité que parmi les civils. Cette constatation valide la version du gouvernement syrien selon lequel le pays fait face à une guerre étrangère de basse intensité ; et elle invalide la version des Occidentaux et des monarchies du Golfe selon lesquels une opposition pacifique est réprimée dans le sang par les forces de sécurité.

La source la plus fiable sur les événements est le bulletin quotidien du Centre syrien de documentation que le Réseau Voltaire publie depuis la mi-février [en anglais](#) et [en arabe](#). Cette ONG dispose d'un maillage de correspondants sur tout le territoire et s'efforce de vérifier objectivement les informations diffusées par le gouvernement syrien comme celles diffusées par l'Observatoire syrien des Droits de l'homme mis en place par les Frères musulmans à Londres.

Réseau Voltaire |

4 mai 2012

<http://www.voltairenet.org/Le-general-Mood-et-la-situation>

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Collectif pour la Syrie : Un autre point de vue sur la Syrie.

Lettre ouverte aux médias, aux élus et aux candidats à la Présidence de la République Française.

*Pas un jour ne passe sans informations sur la Syrie. Mais quelles informations ?

Les médias internationaux "mainstream" font-ils réellement leur travail en ne livrant qu'une seule version des événements alimentée par « l'observatoire syrien des droits de l'homme, (OSDH) » géré par un seul homme qui compile à l'étranger des vidéos qui lui seraient adressées de Syrie.* **A propos de l'Auteur** Collectif pour la Syrie <<http://oumma.com/auteur/collectif-pour-la-syrie>> *Lettre ouverte aux médias, aux élus et aux candidats à la Présidence de la République Française*

Nous sommes des citoyens majoritairement syriens, français et/ou franco-syriens de culture, de religion, de profession et de sensibilités multiples. Le collectif qui nous unit a pour objectif de rassembler nos forces et convictions pour la défense de la Syrie et de son peuple, de son histoire, et de sa générosité, tout en conservant l'amour que nous portons pour la France, sa grandeur, et les valeurs que cette patrie - d'adoption pour un grand nombre de signataires - porte en elle en termes d'humanisme, d'universalisme, de liberté, et de démocratie. Pas un jour ne passe sans informations sur la Syrie. Mais quelles informations ? Les médias internationaux "mainstream" font-ils réellement leur travail en ne livrant qu'une seule version des événements alimentée par « l'observatoire syrien des droits de l'homme, (OSDH) » géré par un seul homme qui compile à l'étranger des vidéos qui lui seraient adressées de Syrie. Ces informations de l'OSDH sont couplées avec les annonces de l'opposition syrienne en exil, les déclarations de la Ligue Arabe et sont reprises sans aucune vérification par les Chancelleries Occidentales. Traitement univoque et toujours émotionnel de l'information qui a trouvé son épiphénomène avec le drame de Homs, en ignorant toute considération géopolitique pourtant très éclairante.

Des membres de la coordination du Collectif ont effectué plusieurs séjours en Syrie : -

du 17 au 24 janvier 2011, -

du 8 au 15 mars 2011, -

du 1er au 4 avril 2011, -

du 23 avril au 7 mai 2011, -

du 12 au 19 mai 2011, -

du 10 au 17 juillet 2011, -

du 20 au 27 septembre 2011, -

du 29 octobre au 8 novembre 2011, -

du 15 au 22 novembre 2011, -

du 21 au 28 décembre 2011,

- du 14 janvier au 4 février 2012,

- du 18 au 28 février 2012.

Ils reviennent après s'être entretenus avec de très nombreux interlocuteurs de toutes tendances et après avoir effectué plusieurs déplacements dans le pays.

Nous sommes toujours frappés par le grand écart entre la réalité sur le terrain en Syrie et la version officielle et/ou gouvernementale transmise en France de façon monolithique. La situation est d'une extrême gravité mais ne justifie pas une couverture des événements décalée par rapport à la réalité de ceux-ci. Soucieux de la paix et de la stabilité dans cette région du monde, nous avons également pleinement conscience de la vocation de la France dans cette région, plus particulièrement avec la Syrie où elle se doit de maintenir sa place. Le problème majeur auquel nous sommes confrontés est l'attitude autistique des médias en France qui ne diffusent qu'un seul point de vue, quotidiennement, avec acharnement, sans mesure, sans nuance. La question de la finalité de ce type d'information se pose. Il n'est pas concevable de diffuser la même version des faits non vérifiable, commentée souvent par de faux spécialistes et documentée par de fausses images. Ce ne sont pas les exemples qui manquent. Une des questions qui s'impose est donc celle de la désinformation. Comment expliquer une telle différence

entre la réalité du terrain et les propos tenus dans nos journaux et sur nos petits écrans, qui donnent de la Syrie l'image d'un pays à feu et à sang, où la répression aurait fait plus de huit mille morts (un nombre de plus en plus souvent avancé sans emploi du mode conditionnel) ? Pour l'essentiel, une réponse : l'OSDH ; l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (ou, plus exactement, « les » OSDH), la source quasiment unique des médias occidentaux, presque systématiquement mentionnée dans tous les articles de journaux et reportages télévisés. En juillet 2011 déjà, nous avons été frappé par la distorsion qui existait entre le terrain et « l'information », et ce plus encore à l'occasion d'une expérience très précise, à Hama. Le vendredi 15 juillet, nous avons assisté à une manifestation qui avait rassemblé entre 3.000 et 10.000 personnes. Le soir même, l'AFP, suivie des bulletins de France 24, d'Euronews et du journal Le Monde, avait annoncé 500.000 manifestants et la fin prochaine du régime ! Il convenait de s'interroger sur l'origine de « l'information » : l'OSHD... La ville de Hama, qui plus est, ne compte pas même 400.000 habitants, ce qu'aucune rédaction n'a vérifié. L'étiquette « droits-de-l'homme » de cette organisation semble ainsi avoir inspiré une totale confiance. Pourtant, à plusieurs reprises, les dépêches de l'OSDH se sont révélées contenir des « fakes ». Autre cas très concret : le 20 novembre, toute la presse a annoncé une attaque de roquettes contre le siège du parti Baath à Damas. Un de nos contacts à Damas nous a informés de ce que le bâtiment était intact. Nous l'avons vérifié. Deux coups de fil ont été suffisants pour vérifier l'information et publier une photographie du siège du Baath, avec, en avant-plan, la une d'un grand quotidien du lendemain de la prétendue attaque. Autre exemple vécu : le 27 décembre, nous étions à Damas lorsque l'on a annoncé une fusillade à l'université. Nous nous sommes immédiatement rendu sur place, puis à l'hôpital où les blessés étaient transportés. Nous avons rencontré des étudiants, ainsi que la mère et la tante d'un des blessés : un opposant au gouvernement, un étudiant, était entré dans une salle d'examen et avait tiré, en choisissant ses cibles, tous membres d'organisations étudiantes. Dans l'heure, l'OSDH a affirmé que plusieurs tireurs pro-régime avaient ouvert le feu, tuant et blessant des étudiants qui manifestaient contre le gouvernement... Une « information » immédiatement reprise par l'ensemble des sites de presse occidentaux. Il convenait dès lors de mener une enquête de fond, dans le but d'identifier avec précision l'OSDH, organisation basée à Londres qui, selon plusieurs sources interrogées en Syrie en juillet déjà, dans les milieux de l'opposition, comprendrait notamment des membres des Frères musulmans. Il n'a pas été bien difficile de rencontrer les membres de cette organisation, à l'origine de laquelle on trouve un certain Rami Abdel Rahmane, syrien émigré à Londres, propriétaire d'un commerce de prêt-à-porter. Depuis le début de la crise syrienne, cet opposant au régime baathiste a créé un site sous le label rassurant d'observatoire des droits de l'homme, adressant aux agences de presse des dépêches dénonçant les exactions du gouvernement syrien et des bulletins nécrologiques chiffrés, informés quotidiennement, selon lui, par un réseaux de plusieurs centaines d'observateurs présents en Syrie. Il doit y avoir d'autres points de vue dans le cadre d'un débat contradictoire. La France, notre patrie d'adoption pour certains, est la mère universelle de l'avènement de la démocratie et respectée pour cela. Comment concevoir que dans ce pays de liberté, il ne puisse y avoir pour des événements aussi graves aucun débat, aucun discours déviant de quelques mots de la ligne officielle, aucune voix portant une information autre ? Cela nous concerne, mais concerne également la France qui a su se faire respecter en 2003 face au monde occidental en disant simplement « non » à la guerre en Irak. Pour envahir l'Irak, les dirigeants des États Unis se sont ouvertement servis de l'opposition « extérieure » après avoir commis la plus grande escroquerie du siècle concernant les « armes de destructions massives ». Avant même le retrait de leur armée, ils reconnurent que ce choix fut à l'origine de nombreuses erreurs d'appréciation qui, sur le terrain, coûtèrent des pertes immenses humaines et autres. Aujourd'hui, il ne reste pour les U.S.A. que le prix exorbitant d'une guerre qui n'était censée durer que quelques mois. Mais pour les Irakiens leur pays est désormais dévasté, ravagé, détruit et la population est en butte à des conflits religieux incessants. Qui n'a pas conscience aujourd'hui d'avoir été manipulé par des informations relayées ad nauseam par l'ensemble des médias occidentaux ? Il ne semble pas que cet échec ait servi ni à l'OTAN ni à ses alliés. Non seulement le même procédé est utilisé pour tenter d'imposer le Conseil d'Istanbul dit Conseil National Syrien, de Tunisie, ou de l'Union Européenne [le CNS] en tant que représentant légal du peuple syrien qui le rejette ; mais on ose s'adresser aux chrétiens du Proche-Orient en tant que protecteur. En effet, dans une tribune intitulée « Les chrétiens d'Orient et les printemps arabes » <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/spip.php?page=article_imprim&id_article=98696>, Monsieur Juppé appelle les chrétiens de Syrie à « participer » à sa propre vision de la Syrie future et leur assure qu'il a

beaucoup insisté sur la question du respect des « minorités » auprès du CNS « qui a vocation à rassembler l'opposition syrienne » ! Il ignore que, malgré les attaques terroristes, le peuple syrien vient d'adopter une Constitution qui démontre, entre autres, qu'une solution politique est possible... CNS ou pas ! Dans une interview télévisée sur la chaîne ANB

<http://www.youtube.com/watch?v=46OThtTtZHw&feature=share>,

Monsieur Michel Samaha, homme politique libanais et ancien ministre de l'information, répond à cette sollicitude et à la notion de « minorités »... si inattendue de la part d'un ministre d'État Français où la laïcité fait loi « Non... Alain Juppé ne défend pas les minorités lorsqu'il écrit : Les chrétiens d'Orient sont inquiets. Inquiets pour la pérennité de leur présence dans une région qui est leur région depuis 2000 ans. Inquiets pour le respect de leurs droits dans un contexte de bouleversements majeurs. Inquiets face à la montée des tensions liées au confessionnalisme. Je veux leur dire que j'entends, que je comprends leurs craintes. Je voudrais rappeler que Juppé n'est pas De Gaulle pour se permettre de déclarer un « Je vous ai compris » équivalent à celui adressé autrefois aux Algériens réclamant leurs droits nationaux... Il n'est pas De Gaulle et il ne s'adresse pas aux Algériens... Je dis qu'il a fait alliance et a fabriqué des révolutions désormais livrées aux Takfiristes... Je lui dis qu'il est responsable de la mise en pièces, aujourd'hui même, des croix tombales du cimetière chrétien

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/video-libye-un-cimetiere-militaire-britannique-profane-par-des-miliciens_1090178.html%20>en Libye... Monsieur Juppé, vous en êtes responsable au même titre que l'État que vous représentez ; puisqu'avec Bernard Henri-Lévy, vous avez revendiqué avoir fabriqué et réussi la révolution libyenne. Est-ce là le modèle que vous nous proposez ? Nous refusons vos propos, comme nous refusons que vous nous qualifiez de minorités, alors que vous considérez les musulmans français comme des citoyens à part entière appartenant à une communauté particulière. Nous ne sommes pas des minorités dans nos patries respectives... Nous sommes des citoyens en pleine possession de notre citoyenneté, mais nous sommes chrétiens et nous nous soumettons à Dieu à travers l'Évangile, tout comme le musulman se soumet à Dieu à travers le Coran... Cette coexistence nous convient depuis toujours... nous la vivons bien, et notre culture commune en est l'expression...».

Certains hauts dignitaires européens n'hésitent pas à proposer de traiter la situation en Syrie avec des méthodes identiques à celles utilisées en Libye. Des dizaines de milliers de civils ont été massacrés, des dizaines d'usines et de sites économiques ont été détruits par des frappes aériennes, et maintenant la Libye est en plus divisée. Ce qui se passe entre Tripoli et Benghazi est un cauchemar politique : plus aucune autorité ne règne sur le pays, les milices s'entre-déchirent et le spectre de la partition menace l'unité nationale. A l'heure où les opposants syriens songent à militariser leur lutte, le chaos alarmant http://www.lexpress.fr/actualite/monde/l-echo-de-la-libye-retentit-en-syrie_1093039.html%20>qui règne en Libye a de quoi faire réfléchir. L'opposition reconnue par la France est autoproclamée et ne représente aucunement les syriens. Elle est composée de personnes qui ne vivent plus en Syrie depuis de nombreuses années et n'en connaissent que ce qu'ils en ont retenu lorsqu'ils ont quitté leur pays. Pas un syrien ne connaît M. Ghalioun ! Nous sommes loin de l'histoire de Monsieur Mandela ou de Monsieur Vaclav Havel. Il est très difficile de définir aujourd'hui l'opposition syrienne qui est composée de coalitions hétéroclites dans lesquelles se trouvent des intellectuels, des jeunes de la classe moyenne, des exclus du système informel, des membres de courants libéraux, une opposition conservatrice, voire islamiste. Mais cette opposition existe et se situe en Syrie – tous ceux qui la représentent vivent dans leur pays. Les premières manifestations n'ont pas été perçues par le pouvoir syrien pour ce qu'elles étaient, à savoir une recherche d'ouverture politique, de liberté et de lutte contre la corruption. Ce manque de vision a amené des éléments extérieurs à utiliser les premiers mouvements non pas pour aider les manifestants, mais pour déstabiliser la Syrie avec des groupes armés extrémistes, salafistes et jihadistes financés de l'étranger. Exemple : Le Premier ministre du Qatar, Hamed ben Jassem al-Thani, s'est dit aujourd'hui favorable à des livraisons d'armes à l'opposition syrienne <http://plus.lefigaro.fr/article/syrie-le-qatar-veut-armer-lopposition-20120227-772956/commentaires?page=2>>en lutte contre le régime du président Bachar al-Assad . Déjà très impliqué dans le renversement du gouvernement de Libye, où, suite à un accord bilatéral avec la France, il a armé plusieurs mouvements islamistes, le Qatar utilise désormais son bras médiatique, Al-Jazeera, pour soutenir la contestation en Syrie. Les rumeurs, les messages anonymes sur Internet et les rapports émis par la TV satellite dans l'intention d'exacerber les divergences sectaires font partie de la campagne de déstabilisation. La France, y participe malheureusement d'une part à travers les médias et d'autre part par un soutien logistique. Le canard

enchaîné, dans son édition du 23 novembre 2011 : «des officiers de la DGSE, le service de contre-espionnage français, ont été envoyés au nord du Liban et en Turquie avec pour mission d'instruire et de structurer les « contingents » de l'Armée Syrienne Libre, censée regrouper des « milliers » de « déserteurs » syriens». D'autre part, le chef d'Al-Qaïda Ayman Al-Zawahiri a manifesté son soutien à la contestation en Syrie, le 12/2/2012, dans un enregistrement vidéo où «il demande aux musulmans de Turquie, de Jordanie et du Liban de soutenir la rébellion et de renverser le régime actuel, qu'il qualifie d'anti-islamiste». Selon la télévision russe, le 16 février, le chef du renseignement américain James Clapper «reconnaît devant la commission des armées du sénat lors d'une audition, le soutien d'Al-Qaïda à l'opposition syrienne». Quelle coïncidence !!!! La France qui a payé un lourde tribu, 82 soldats tués depuis 2001 en Afghanistan pour combattre les terroristes islamiste d'Al-Qaïda, se retrouve dans le même camp que ces derniers contre la Syrie laïque !!! De pacifiques, les manifestations sont devenues armées, visant à atteindre des objectifs qui n'ont rien à voir avec des réformes politiques et sociales. Les forces de sécurité ont commis plusieurs erreurs injustifiables dans le traitement de ces manifestations. L'utilisation de ces erreurs par des éléments extérieurs a eu pour conséquence que des milliers civils et des soldats ont été tués. Des gangs armés se sont constitués, attaquant des propriétés publiques et privées, et mettant en place des barricades dans certaines villes où ils ont pris le dessus. Dans les tous derniers mois, ces bandes armées se sont chargées de mettre sur pied des sites armés dans les régions frontalières entre la Syrie, et la Turquie, le Liban, la Jordanie et l'Irak pour s'assurer une continuité dans le ravitaillement en armes et en équipements divers. Dans le même temps, certains événements ont été exagérés. Des faits ont été falsifiés ; «comme la mort de l'enfant attribué à l'armée syrienne alors que la mère le contestait et indiquait que si l'armée avait été présente cela ne se serait pas passé. Les équipements dernier cri électronique et médiatique ont été utilisés afin de faire passer l'armée syrienne comme étant complètement responsable de ces actes, et de déresponsabiliser totalement les bandes armées». Parallèlement sur le plan politique, la seule voie ouverte par les occidentaux est le dit Conseil National Syrien. Imposer comme préalable à toute discussion le retrait du régime en place s'assimile à un coup d'état, car en réalité, c'est le «CNS» qui s'imposera de fait. En vertu de quoi ce parti serait-il représentatif des vœux des syriens ? A-t-il été désigné suite à des élections libres ? A-t-il oeuvré en Syrie pour faire connaître ses programmes ? Ses membres sont-ils tous syriens résidents ? Ce n'est pas un coup d'état que demandent les syriens, mais l'ouverture d'une voie réellement démocratique. La mise en place du CNS en remplacement du régime actuel consiste en fait à imposer aux syriens la décision arabo-occidentale dans un but qu'il serait bon d'éclaircir. N'êtes-vous pas surpris que, subitement des pays comme le Qatar ou l'Arabie Saoudite se préoccupent de la mise en place d'une démocratie chez un pays « frère » alors qu'elle n'existe pas chez eux ? N'êtes-vous pas surpris que la Ligue Arabe, silencieuse lors de l'invasion de l'Irak, de l'Afghanistan, de la guerre faite par Israël au Liban, devant les difficultés auxquelles doivent faire face les palestiniens, se mobilise aujourd'hui avec force démonstrations reprises par les médias quotidiennement contre le régime syrien, avec virulence, intransigeance et vote à tout va toutes les sanctions économiques possibles et imaginables ? N'êtes-vous pas surpris que pas un mot ne soit prononcé par les médias concernant le Bahreïn, l'Arabie Saoudite ou le Kuwait ? Depuis quand ces pays se préoccupent-ils de la démocratie ? Enfin quel pays accepterait que des éléments armés tentent de faire la loi chez lui et reste « l'arme au pied » sans se défendre ? La démocratie ne s'impose pas, elle s'obtient par les peuples concernés. Aujourd'hui c'est la guerre civile, demain ce peut-être une déflagration dans tout le Moyen-Orient. Nous ne croyons pas à la bonne volonté missionnaire, gratuite et altruiste des Chancelleries Occidentales ni à celle de la Ligue Arabe. Pressé par les événements, le gouvernement syrien a adopté plusieurs réformes dont la fin du monopole du pouvoir exercé par le parti Baath et le vote d'une nouvelle constitution visant (en dépit de nos réserves quant à certains articles) à l'établissement d'une société pluraliste et démocratique, garantissant les libertés publiques et privées, aidant au développement de la liberté d'expression et à la reconnaissance du droit de l'opposition à une activité politique pacifique. De vastes secteurs de l'opposition nationale pacifique ont accueilli positivement ces mesures. «L'opposition se compose d'un large spectre de partis très divers majoritairement patriotiques, s'opposant à l'ingérence étrangère et aux bandes armées. De plus, il faut compter avec les Frères musulmans qui peuvent être considérés comme le parti le plus actif et le mieux organisé dans le pays et à l'étranger». Il y a également plusieurs groupes traditionalistes avec différentes orientations, dont l'influence devient clairement visible dans des rassemblements et manifestations dans différentes régions. Ces groupes ne cachent pas leurs objectifs qui sont typiquement réactionnaires et

sectaires. Tandis que l'opposition fondamentaliste et armée s'en tient toujours au slogan du renversement du régime, attisant les tensions communautaires. Dire ceci n'est pas « soutenir le régime », contrairement à une pensée qui s'assimile à du terrorisme intellectuel. Il est possible de revendiquer un Etat de droit sans pour autant cautionner des interventions étrangères, dont l'histoire montre régulièrement qu'elles ne sont jamais dénuées d'arrière-pensées. Il faut donc agir pour que cesse l'armement des groupes étrangers dont l'existence hier contestée ne fait plus aucun doute aujourd'hui. Il faut accepter l'idée d'un cessez le feu entre les groupes armés et l'armée syrienne qui ne peut que se défendre tant que les attaques persistent. Il faut cesser de tuer ses habitants, et de ruiner le pays sur le plan économique. Il faut donner la parole aux partis d'oppositions créés, développés et agissant EN Syrie et non de l'extérieur, et pour ce faire, accepter de les recevoir en France, de leur donner une audience à tout le moins égale à celle donnée au CNS. Il faut utiliser les élections législatives prévues pour favoriser un débat réel, ouvert et actif et ce, pourquoi pas, sous le contrôle d'une commission neutre composée de représentants de pays a priori non concernés tels, par exemple, la Suède, la Suisse l'Inde ou le Japon. Il faut que les élections législatives (mai 2012) se déroulent sous le contrôle d'une même commission, que le dépouillement des votes soit effectué sous le même contrôle. Les syriens peuvent choisir agir et décider. Le tragique de la situation actuelle ne justifie pas qu'elle persiste. Si des comptes doivent être réglés, ils le seront une fois qu'aura cessé cet état de guerre et qu'un pouvoir légitime sera mis en place. Si ces mesures étaient mises en oeuvre, elles pourraient être un pas important, dans la transition de la Syrie vers une société démocratique et pluraliste. Jusqu'à présent, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne (et l'Europe) mènent la campagne internationale visant à imposer de plus en plus de sanctions contre la Syrie. Jour après jour, la situation économique se détériore, la pression sur les conditions de vie du peuple syrien s'intensifie. Tenter de présenter le problème comme s'il s'agissait d'une lutte communautaire ou religieuse serait une falsification flagrante des faits. La Syrie a maintenu la liberté religieuse pour tous, tout en n'autorisant aucun groupement religieux à dominer l'État ou à être promu par ce dernier Dix mille ans d'histoire. Berceau de la civilisation. Premier alphabet. Terre des religions monothéistes. Symbole du vivre ensemble. La Syrie est menacée aujourd'hui d'implosion. La situation est critique et nous ne sommes malheureusement pas encore au bout du chaos qui s'annonce, avec les plus vives inquiétudes qui sont celles de tout un peuple aujourd'hui, meurtri par des débordements qui le dépassent. Ce qui se passe en Syrie fait partie d'une contestation qui dépasse le simple cadre du pays. Certes, nombre de revendications sont justes et légitimes, mais il est des tentatives, de l'intérieur comme de l'extérieur, visant la déstabilisation de la Syrie. Le maintien de la répression et de la situation insurrectionnelle serait au profit d'un désordre sans précédent qui affecterait tous les pays de la région sans exception. N'oublions pas l'inquiétante dimension interconfessionnelle. La Syrie court des dangers immenses de confrontation communautaire qui n'épargneront aucun état du Proche-Orient. La laïcité est en danger ainsi que la paix, la stabilité régionale et le dialogue euro-méditerranéen. Des solutions de réformes en Syrie et d'apaisement local et régional existent et méritent d'être entendues pour SAUVER non seulement la SYRIE, mais tout le Proche-Orient. La solution ne peut être que politique. Les syriens dans leur majorité écrasante refuseront toute ingérence étrangère. La France pourrait aider à montrer les voies pour une vraie réforme. Elle pourrait également encourager un dialogue serein entre les diverses composantes. Aussi, nous réclamons le droit de réponse afin d'apporter un autre éclairage, notre témoignage ainsi que notre vision concernant ce qui se passe en Syrie. Nous tenons à vous présenter une brève analyse des événements successifs qui se sont déroulés en Syrie, afin de mettre en lumière certains faits, d'une part, et d'autre part, tordre le cou à certaines contre-vérités montées de toute pièce et médiatisées. Pour finir nous n'oublions pas le bien que peuvent apporter les médias dans la mise à jour de scandales, mais également le mal qui peut être fait dans une utilisation non journalistique de ce moyen de communication. Rappelons-nous entre autre de Timisoara en Roumanie et les « armes de destructions massives » en Irak. Dans l'attente, recevez, Mesdames et Messieurs, l'expression de notre parfaite considération. *La Coordination du Collectif pour la Syrie* Anas Alexis CHEBIB Ali Najib IBRAHIM Philippe MORRON Iyad HALLAJ Bassam TAHAN Père Michel LELONG Safa DELYE Karim SAYEGH

De : PRIEUR <prieur@cgb.fr>

Par Collectif pour la Syrie

Le 3 avril 2012 <<http://oumma.com/auteur/collectif-pour-la-syrie>>

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 Qadri Jamil : l'opposition : [Les menaces de Juppé fantaisistes.](#)

La menace d'appliquer à la Syrie le chapitre VII de la Charte des Nations unies, récemment formulée par le chef de la diplomatie française Alain Juppé, n'est pas réaliste, a estimé vendredi Qadri Jamil, chef de la délégation du Front populaire de changement et de libération (opposition intérieure syrienne), en visite à Moscou.

Le ministre français des Affaires étrangères a annoncé mardi qu'en cas d'échec du plan de paix de Kofi Annan, il faudrait passer à l'application du chapitre VII de la charte des Nations unies, qui prévoit la possibilité d'un recours à la force en cas de menaces contre la paix.

"Ces propos sont fantaisistes et provocateurs (...). Leur but est de pousser les forces radicales qui ont perdu en importance vers un extrémisme encore plus accru", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à RIA Novosti.

M. Jamil a ajouté que ce genre de déclarations donnaient à certains courants de l'opposition l'espoir illusoire d'une intervention étrangère.

Certains pays, qui s'attribuent aujourd'hui le droit d'instaurer un nouvel ordre mondial, incitent l'opposition à refuser le dialogue avec le pouvoir, empêchant ainsi d'arrêter l'effusion de sang dans le pays, a poursuivi l'homme politique.

Depuis la mi-mars 2011, la Syrie est secouée par un mouvement de contestation du régime de Bachar Assad. Selon l'Onu, la confrontation armée aurait déjà fait plus de 9.000 morts. Damas indique que plus de 2.500 policiers et soldats syriens, ainsi que plus de 3.200 civils ont été tués dans les affrontements contre des bandits financés de l'étranger.

Le 12 avril, dans le cadre du plan de règlement de la crise syrienne, proposé par l'émissaire spécial de l'Onu et de la Ligue arabe pour la Syrie, Kofi Annan, un cessez-le-feu a été instauré entre l'Armée syrienne libre et les troupes gouvernementales.

Le 16 avril, les premiers observateurs onusiens chargés de vérifier l'application du plan Annan, ont commencé leur mission en Syrie. Toutefois, les parties impliquées dans le conflit continuent de dénoncer de diverses violations du cessez-le-feu.

Qadri Jamil

28/04/2012

Ria Novosti

4-2 Amin **HOTEIT** : Pourquoi l'escalade des menaces depuis la résolution 2043 ?

Le samedi 21 avril, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité la résolution 2043 autorisant l'envoi de 300 observateurs en Syrie, missionnés pour surveiller un cessez-le-feu entré en vigueur le jeudi 12 avril [NdT].

Une fois de plus, « le camp des attaquants » a échoué à faire adopter une résolution qui aboutirait à la « mise sous tutelle internationale » de la Syrie, dans le but de saper sa souveraineté et d'apporter une certaine crédibilité aux déclarations hostiles à son gouvernement. La tentative a donc avorté et les États-Unis avec leurs alliés se sont trouvés contraints d'accepter ce que la Syrie avait mis en avant en ce qui concerne la mission des observateurs internationaux sous son autorité. Mais, il n'a échappé à personne que dès l'adoption de la résolution 2043 [qui stipule le déploiement de 300 observateurs non armés travaillant en coordination avec le gouvernement syrien chargé de leur sécurité et de leur déplacement, sans aucune possibilité d'aller au delà de leur mission de surveillance], les US ainsi que les occidentaux et les ourbans du Golfe ont laissé éclater leur colère. Ils jurent de ne pas renouveler la mission des observateurs prévue pour 3 mois. Ils mettent en doute le sérieux du gouvernement syrien qu'ils recommencent à désigner par « régime », contrairement au texte de la résolution qui parle de « gouvernement ». Ils redemandent à armer ce qu'ils appellent « l'opposition syrienne » avec cependant une différence dans les prises de position et le plafond des exigences, qui rappelle la distribution des rôles qu'ils s'étaient répartis avant l'adoption de la résolution, et qui donc perdure. En effet, nous

constatons trois tendances au sein de ce camp, lesquelles paraissent contradictoires ou dispersées. Est-ce le cas ? Ou bien s'agit-il d'une manœuvre mue par des motifs et des objectifs précis ?

Concernant les prises de position et le plafond des exigences, nous remarquons :

- Une première catégorie représentée par les États-Unis qui prétendent soutenir la solution pacifique, que l'émissaire international Kofi Annan est chargé de mettre en application, mais qui persistent dans leur tentative de saper de la légitimité de l'État syrien usant d'un langage chargé de menaces, d'intimidations et d'impatience ; tout en sachant que la mission Annan s'est fondée sur le respect de sa souveraineté, la coopération avec ceux qui l'exercent au nom du peuple syrien [le gouvernement et le Président], la cessation des violences qui ne doivent pas être mises à profit pour créer un fait accompli, et l'adoption du dialogue national pour mettre fin à la crise.

- Une deuxième catégorie représentée par le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie qui, contrairement à la précédente, déclare ouvertement qu'elle n'a absolument pas confiance dans la mission Annan dont l'échec serait inéluctable et que la seule solution contre ce qu'elle appelle le « régime syrien » passe par une action militaire ; tout en sachant que les conditions d'une intervention militaire sous drapeau onusien ne sont toujours pas réunies et qu'il lui sera impossible de les réunir dans le délai escompté. Cette deuxième catégorie parie donc sur une action militaire qui serait menée, en dehors de l'ONU, par une intervention étrangère dirigée par l'OTAN et une coalition internationale organisée à cet effet [comme cela s'est passé pour l'Irak] ; ou parie tout au moins sur la guérilla menée par les groupes armés présents en Syrie ou amenés de l'étranger.

- Une troisième catégorie représentée par l'Europe et surtout la France, reste dans le gris adoptant une position intermédiaire par son soutien limité à la mission Annan, son manque de confiance déclarée quant à son succès ; en plus d'encourager « l'opposition syrienne » au refus du dialogue et au recours aux armes, pour empêcher le « régime » de profiter de l'opportunité qui lui est offerte par cette mission de paix !

Quant à la résolution 2043 elle paraît proche des positions de la première catégorie et tout à fait éloignée de celles qui appellent à la militarisation et aux combats. Elle va donc radicalement à l'encontre des déclarations des ourbans du Golfe et de la Turquie ; ce qui pousserait à croire qu'il y a contradictions et dispersion au sein même de ce camp. Cependant, une analyse plus poussée des prises de position des uns et des autres conduit à une autre conclusion, laquelle se résume à dire que les attaquants sous leadership des USA n'ont pas abandonné l'idée d'une agression contre la Syrie ; une agression en cours de planification par un centre de commandement unique qui distribue les rôles aux exécutants qui lui sont inféodés. Un commandement qui a considéré que cesser la focalisation sur l'option militaire ferait échouer la manœuvre et exagérerait ses pertes ; c'est pourquoi il a opté pour une double stratégie : l'une, essentiellement politique en adoptant à contrecœur une résolution censée faciliter une solution pacifique dont il serait partenaire au cas où elle réussirait ; l'autre, militaire et civile [armement du peuple syrien et intervention militaire étrangère sous quelque forme que ce soit] pour compenser les pertes en dépit des obstacles et des difficultés qu'il pourrait rencontrer. En effet :

- L'évolution du contexte international est arrivée à un point qui rend impossible l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution qui permettrait d'intervenir en Syrie en vertu du Chapitre VII.

- Une intervention militaire en Syrie par la seule initiative de l'OTAN est quasi impossible. D'une part, en raison de son affaiblissement militaire ; d'autre part, en raison des capacités de la Syrie et de son camp qui sont à même de l'empêcher d'atteindre ses objectifs s'il commet la folie de se lancer dans une telle guerre. C'est d'ailleurs les conclusions de certains centres d'études et de nombre de dirigeants politiques européens qui rejettent cette option, [Le candidat à l'Élysée François Hollande a déclaré que s'il était élu et si une intervention militaire en Syrie était décidée par l'ONU, la France y participerait ; sachant qu'une telle résolution ne sera pas adoptée].

- Une coalition dirigée par les États-Unis pour mener une guerre contre la Syrie paraît obsolète du fait de l'évolution du contexte international, mais aussi du fait que l'économie des États-Unis et de l'Europe ne permet pas une telle agression excessivement coûteuse, car il n'y a pas en Syrie les ressources naturelles qui compenseraient les dépenses qu'elle engendrerait, si elle avait lieu. Et enfin, l'Occident sait qu'une guerre contre la Syrie ne sera pas une promenade et qu'il n'est pas en mesure de contrôler ses frontières, son espace, et ses conséquences. C'est pourquoi cette option est du domaine de l'impossible.

Les prises de position les plus virulentes contre la Syrie, son peuple et son armée sont celles qui appellent à l'armement des citoyens syriens ; déclarées publiquement par les ourbans du Golfe, mais

dictées par les États-Unis. Cette décision a été prise par ces derniers après que leur ministre de la Défense ait assuré que les forces armées et la majorité du peuple syrien approuvent leur Président et sont restés loyaux à son égard. Par conséquent, seule une minorité sera armée contre une majorité sans armes ; ce qui signifie que des mercenaires seront appelés à la rescousse pour déclencher l'incendie d'une guerre civile, maintenant que les agresseurs se sont révélés incapables d'occuper ou de contrôler le pays. Cette option est un défi qui ne peut être ignoré, mais certains facteurs peuvent réduire ses effets pervers, notamment :

- La conscience nationale et le patriotisme du peuple syrien sont à même d'éviter le glissement vers une guerre civile souhaitée par leurs ennemis, et nous ne pensons pas que les citoyens syriens puissent se précipiter vers les tranchées de la guerre pour répondre aux manœuvres malveillantes des ourbans.
- La vigilance et la puissance des forces armées syriennes dont l'efficacité et les compétences peuvent empêcher l'installation de lignes de front intérieures ou de tranchées qui diviseraient le terrain en zones isolées ou inaccessibles ; d'où l'importance de la résolution 2043 qui affirme le droit légitime de l'État syrien à assurer la sécurité de son territoire, élargissant ainsi le champ de surveillance des militaires pour faire face à la violence armée de civils qui s'en prendraient à eux.
- L'anxiété et la peur qui ont désormais envahi les États voisins de la Syrie et qui les poussent à prendre de nouvelles mesures pour empêcher le passage des armes et des terroristes à travers leurs frontières communes avec la Syrie, lesquels sont destinés à nourrir la guerre civile voulue par les États-Unis et ses ourbans. Ici, nous parlons du renforcement des mesures prises par la Jordanie et le Liban récemment, ainsi que des mesures antérieures de l'Irak à cet égard ; abstraction faite de la Turquie embourbée dans la question syrienne jusqu'à en perdre tout son poids.

Tout ce qui précède nous indique que les intimidations, l'évocation répétée de l'option militaire et l'escalade de la rhétorique qui l'entoure malgré la résolution 2043, ne sont pas à prendre au sérieux et ne méritent pas grand intérêt. Ce ne sont que des menaces destinées à accroître la pression pour atteindre les objectifs de l'OTAN et de ses alliés à cette étape de l'agression, et qui se résument à :

- Rétablir l'équilibre sur la scène internationale maintenant que la Syrie a fait pencher la balance, en particulier depuis la résolution 2043 qui a décidé de l'envoi des observateurs pour faciliter la politique syrienne orientée vers la recherche d'une solution pacifique.
- Déstabiliser la Syrie et empêcher son gouvernement et le camp de ses alliés du front régional et international [l'Iran, la Russie et la Chine en particulier. NdT] de profiter de leur succès actuel dans la lutte contre l'agression, et semer la confusion d'ici les prochaines élections parlementaires [fixées au 7 Mai. NdT].
- Trouver une présentation des faits qui puisse permettre au camp des attaquants d'échapper à leur défaite au bout d'une année et plus de confrontation. Une défaite qui a pratiquement consacré leur impuissance à atteindre leur objectif de renverser le gouvernement et qui les a obligés à le reconnaître et à admettre que la majorité du peuple syrien le soutient.
- Consolider les groupes armés et les « conseils des oppositions en résidences hôtelières » pour parer à leur désintégration voire leur disparition, une fois convaincus que le peuple syrien ne les suivra pas quel que soit le processus politique démocratique.

Finalement, nous voyons que la Syrie, soutenue par un front régional et international, avance en augmentant ses chances de succès contre ses agresseurs qui fulminent de rage et de colère suite à leur échec et ne profèrent que des menaces et des intimidations couplées avec des actes terroristes ; insultes et terrorisme étant les seules armes qui leur restent depuis qu'ils ont constaté leur défaite.

Dr. Amin Hoteit

Le Docteur Amin Hoteit est libanais, analyste politique, expert en stratégie militaire, et Général de brigade à la retraite.

23/04/2012

Source : Al-Thawra <http://www.thawraonline.sy/index.php/selected-articles-list/...>

Article proposé et traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal (Biologiste)

25/04/2012

URL de cet article 16539

<http://www.legrandsoir.info/syrie-pourquoi-l-escalade-des-menaces-depuis-la-resolution-2043.html>

4-3 Thierry Meyssan sur les tentatives de déstabilisation de la Syrie et sur l'élection présidentielle française.

Dans une interview accordée à nos confrères suisses de Mécenopolis que nous reproduisons dans nos colonnes, Thierry Meyssan revient sur l'offensive internationale contre la Syrie, la situation dramatique de la Libye et la campagne électorale en France. Comme un symbole, le « succès » français en Libye est un désastre, alors que paradoxalement, l'échec d'Alain Juppé en Syrie préserve les chances de peser dans le monde de demain. Alors que la crise syrienne annonce la fin du monde unipolaire et le bouleversement des anciennes alliances, la France n'a qu'une alternative : la reconquête de sa souveraineté ou l'errance mondialiste.

Mécenopolis : Thierry Meyssan, vous observez la situation en Syrie depuis plusieurs mois pour le Réseau Voltaire. Que pouvez-vous nous dire des dernières évolutions sur le terrain ?

Thierry Meyssan : Durant un an, la Syrie a affronté une « guerre de basse intensité ». Des milliers de mercenaires, venant de toute la région et ayant une expérience du combat en Irak et en Libye, ont saboté les infrastructures énergétiques et de télécommunication. Puissamment armés par l'OTAN, disposant de renseignements satellitaires, encadrés par des instructeurs occidentaux, ils ont tenté de semer la terreur et le chaos en perpétrant des crimes d'une violence inouïe. Simultanément, les médias occidentaux ont inventé une histoire de révolution/répression que leurs lecteurs et spectateurs ont gobée par assimilation : le schéma tunisien se reproduirait dans tous les pays où les gens parlent arabe.

Il n'y a pas à ce jour de bilan clair des victimes. La seule source indépendante crédible à laquelle on peut se référer est la Mission d'observation de la Ligue arabe. Elle était majoritairement composée d'experts de haut niveau (officiers supérieurs et diplomates), de nationalités différentes, et a pu librement se déployer dans tout le pays. Selon elle, il n'y a jamais eu de manifestations de masse contre le régime et, partant de là, jamais de répression. Surtout, les groupes armés ont fait autant de victimes parmi les civils que parmi les forces de sécurité (armée et police). Ce constat, qui contredit les assertions des puissances occidentales et du Golfe, a été rejeté par elles, alors mêmes que ce sont elles qui avaient voulu et composé cette Mission d'observation.

La « guerre de basse intensité » a pris fin avec le retrait états-unien consécutif au double veto russo-chinois et au déploiement des armes anti-aériennes russes. L'OTAN, ayant été contrainte d'abandonner son projet de bombardement de la Syrie, n'avait plus de raison de poursuivre sa stratégie préparatoire au sol. Les derniers combattants se sont retranchés dans un quartier de Homs, où ils ont proclamé l'Émirat islamique de Baba Amr. Durant un mois, ils ont organisé un show télévisé mondial pour faire accroire que leur bastion était « pilonné » par les forces syriennes ; ce qui n'a jamais eu lieu et ne pouvait pas avoir lieu puisqu'un détachement syrien était lui-même prisonnier à l'intérieur de l'Émirat islamique. En définitive, à la suite d'un accord conclu entre Claude Guéant et le général Assef Chawkat, les instructeurs français ont quitté Baba Amr et la plupart des mercenaires se sont rendus.

Comme toujours lorsqu'une guerre est finie, il reste des individus et des groupuscules isolés, animés par un esprit de vengeance, qui causent encore des dommages à la population. Quoiqu'il en soit, progressivement tout revient à la normale. Dans quelques jours se tiendront des élections législatives pluralistes, les premières que le pays aura connues depuis un demi-siècle. Les nouveaux partis politiques découvrent la possibilité de s'exprimer à la télévision et d'animer des débats publics. En définitive, la Syrie sort de cette épreuve appauvrie, mais renforcée.

Les efforts de l'OTAN pour faire tomber le régime de Bachar el-Assad ont jusqu'ici été mis en échec. Nous imaginons toutefois que cette coalition occidentale ne va pas abandonner ses projets. Quelles seront, selon vous, les prochaines actions de déstabilisation de la Syrie ?

En déployant en Syrie le système de défense anti-aérien le plus sophistiqué du monde, la Fédération de Russie a mis fin à la dominance aérienne des États-Unis et d'Israël au Proche-Orient. Or, la puissance des forces armées US repose principalement sur sa capacité de destruction aérienne, les forces au sol ayant montré leur incapacité à occuper un terrain. Washington n'a donc plus les moyens de sa politique. La présence russe est massive. Il y a aujourd'hui plus de 100 000 ressortissants russes stationnés en Syrie et ce sont des militaires russes qui servent leur matériel de défense anti-aérienne.

L'équilibre stratégique s'est inversé en quelques années. Washington, qui n'avait pas réussi à entrer en guerre au Liban en 2005, y a livré une guerre par procuration en 2006, laquelle s'est soldée par la cuisante défaite d'Israël face au Hezbollah. Puis, le Pentagone a été contraint d'évacuer en 2011 les

gigantesques bases militaires qu'il avait construites pour un siècle en Irak. L'OTAN vient de reculer en Syrie, et il n'est plus question d'attaquer l'Iran.

Bien plus que les États-Unis et Israël, ce sont les régimes arabes sionistes qui sont les grands perdants de cette nouvelle donne. Je pense particulièrement aux dictatures wahhabites d'Arabie saoudite et du Qatar. Je ne suis pas sûr qu'ils puissent survivre longtemps à leur défaite

Pouvez-vous nous expliquer en quelques mots quels sont les intérêts que servent l'OTAN dans la déstabilisation de la Syrie, et quel est leur but final ?

L'OTAN n'a d'alliance défensive que le nom. En réalité, c'est une organisation de supplétifs des États-Unis, au service de leurs ambitions impériales. La décision d'attaquer la Syrie a été prise lors d'une réunion au Camp David, le 15 septembre 2001, juste après les attentats de New York et Washington. Elle faisait partie d'une liste de 7 objectifs, après l'Afghanistan et l'Irak, il était prévu d'attaquer la Libye et la Syrie, puis la Somalie et le Soudan, et enfin l'Iran. Les préparatifs de la guerre contre la Syrie ont débuté après la chute de Bagdad, avec le vote du Syria Accountability Act, le 15 octobre 2003. Immédiatement, les premières sanctions ont été prises. Leur prétexte était que la Force de paix syrienne déployée au Liban pour mettre fin à la guerre civile s'y éternisait. Damas a retiré ses troupes, laissant le pays du cèdre à découvert face à l'ennemi israélien, mais les sanctions ont été maintenues. Depuis, tout a été essayé pour provoquer le conflit. Souvenez-vous par exemple de la manière dont on a accusé, sur la base de faux témoignages aujourd'hui annulés, le président Bachar el-Assad d'avoir commandité divers assassinats au Liban dont celui de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri. Pour juger el-Assad, les États de l'OTAN et du CCG ont alors financé un tribunal d'exception, dont les règles violent les principes les plus élémentaires de la Justice et du Droit international. Et ainsi de suite.

Fondamentalement, la coalition anti-syrienne unit quatre composantes.

□ Les États-Unis veulent poursuivre le remodelage du « Moyen-Orient élargi ». Il s'agit pour eux de casser les grands États historiques et de leur substituer de petits États ethniquement homogènes, plus faciles à manipuler. Ils entendent amputer le Nord-Est de la Syrie en vue de la création d'un Kurdistan avec des éléments irakiens, turcs, voire iraniens. Et amputer la côte syrienne pour déplacer le Liban vers le Nord et offrir une partie de son territoire actuel à Israël.

□ De son côté la colonie juive de Palestine vise à briser « l'Axe de la Résistance ». Il lui faut changer le régime, renverser Bachar el-Assad, au profit d'un fantoche, Burhan Galioun, dont le seul programme politique est de rompre l'alliance syrienne avec le Hezbollah et l'Iran, ainsi qu'il l'a lui-même expliqué au Wall Street Journal.

□ En ce qui les concerne, les dictatures religieuses du Golfe ont, pour survivre, un besoin vital d'éliminer le modèle laïque syrien. Celui-ci est très différent de ce que nous connaissons sous le même vocable en Europe, particulièrement en France. La laïcité syrienne n'est pas une cohabitation, une tolérance, entre communautés religieuses —et encore moins un cache-nez du racisme comme elle tend à le devenir en Europe, mais une véritable coopération entre croyants pour garantir la liberté de chacun de s'épanouir spirituellement en suivant la foi de ses ancêtres.

□ Enfin, les multinationales de l'énergie convoitent le gaz de la région. On a découvert des réserves considérables en Méditerranée sous la croûte de sel, et dans le continent. Ces gisements sont partagés entre l'Égypte, la Palestine occupée, le Liban, la Syrie, la Turquie et Chypre, mais leur centre se trouve à Qârâ, non loin de Homs. Nous venons en fait d'assister à la première grande guerre du gaz qui préfigure de nouvelles règles géopolitiques bien différentes de celles du pétrole. C'est aussi la raison pour laquelle, les grandes puissances du gaz sont si impliquées : la Russie, l'Iran et le Qatar.

En embarquant la France dans cette aventure, Nicolas Sarkozy et Alain Juppé ont cherché à satisfaire chacune des quatre composantes de la coalition ; Paris n'ayant aucun intérêt direct au conflit. La France a cru pouvoir jouer un rôle en tant qu'ancienne puissance mandataire, et monnayer ce rôle. Cependant, l'espoir de la victoire a laissé place à la réalité de la défaite et les Français vont être surpris de devoir payer la facture des crimes commis en leur nom.

Plusieurs mois après l'intervention de l'OTAN en Libye, pouvez-vous nous dire quelle est la situation dans ce pays, et qui le dirige ?

Personne ne gouverne la Libye. Et personne ne pourra la gouverner avant longtemps. J'avais expliqué lors de l'assassinat de Mouammar el-Khadafi, mort sous la torture un jour après l'attaque de son convoi par les Français, que la disparition du « Leader » marquait l'anéantissement de la notion d'autorité dans

une société tribale. Le but recherché a été atteint : la société libyenne est détruite, comme on a détruit la société en Somalie et en Irak.

Les partisans du « remodelage » ont étendu leur stratégie à l'Afrique du Nord. La contagion gagne maintenant le Mali et menace l'Algérie.

Permettez-moi de répéter qu'il n'y a jamais eu de révolution anti-Kadhafi en Libye, qui était apprécié par son peuple et n'a jamais envisagé de le massacrer. Par contre, il y a eu une sécession de la Cyrénaïque à l'initiative de la France et du Royaume-Uni pour le compte des États-Unis et d'Israël. On se dirige maintenant vers une partition du pays : rétablissement de la monarchie Senoussie en Cyrénaïque, installation des Frères musulmans en Tripolitaine, et repli des anti-impérialistes au Fezzam.

En France, nous approchons du premier tour de l'élection présidentielle. Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon se sont auto désignés comme les candidats de l'antimondialiste. Pensez-vous qu'ils le soient réellement ?

Si nous abordons la question des programmes politiques, nous devons la penser en termes de partis, d'équipes, et pas de personnes. A l'inverse, si nous parlons des candidats, nous devons juger leur personnalité, leur compétence et leur vertu républicaine.

Je ne doute pas que Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon soient antimondialistes, mais l'important est de savoir si leurs équipes le sont. Les positions du Front national et du Front de gauche sont généralement anti-mondialistes, mais souvent ambiguës et parfois contradictoires. Seul des deux, le Front national a condamné les aventures militaires de Nicolas Sarkozy en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, en Libye et en Syrie, mais il entretient un flou artistique à propos des États-Unis et d'Israël. Il est clair pour moi que le Front de gauche, malgré les efforts de son candidat, n'est pas anti-mondialiste. Je suis par contre dubitatif quant au Front national qui a soigneusement évité de clarifier en son sein cette question centrale.

Notre ami et camarade Pierre Hillard s'apprête à lancer, dans la continuité du texte d'Adrien Abauzit, un « appel à l'abstention » pour le deuxième tour de cette élection qui, sauf surprise, consacrera un duel entre Nicolas Sarkozy et François Hollande. L'idée est de donner le moins de légitimité possible au prochain président, de sorte à pouvoir ensuite contester son autorité – qu'il ne manquera pas de mettre au service de l'oligarchie mondialiste. Seriez-vous prêt à le signer, avec d'autres intellectuels français ?

D'abord, par principe, je me refuse à discuter en public de la stratégie de second tour avant que le suffrage universel ait parlé au premier tour.

Ensuite, je pense que le passage du vote blanc à l'abstention doit être murement réfléchi. Le premier exprime un refus de légitimer le choix présenté, tandis que le second manifeste une volonté de délégitimer les institutions. Nous avons évoqué tout à l'heure la Libye. J'ai vu ce que signifie l'effondrement d'un État, l'anarchie que Hobbes décrivait en disant qu'elle fait de l'homme « un loup pour l'homme », et je ne souhaite pas ce genre chose à quelque peuple que ce soit et surtout pas au mien. Je pense comme Pierre Hillard, et certainement de très nombreux Français, que notre République n'est plus laïque, n'est plus démocratique et n'est plus sociale. Mais si nous appelons à délégitimer les institutions, nous ne pouvons en rester là. Nous devons aller jusqu'au bout : la Révolution ! Sommes-nous prêts ?

Réseau Voltaire

20 avril 2012

« [Thierry Meyssan sur les tentatives de déstabilisation de la Syrie et sur l'élection présidentielle française](#) »,

Mecanopolis, 19 avril 2012.

<http://www.voltairenet.org/Thierry-Meyssan-sur-les-tentatives>

5 Annexe

5-1 Manlio Dinucci : L'art de la guerre : Ceux qui nous défendent des atrocités.

Qui doutait que Barack Obama ne méritait pas le Prix Nobel de la paix va devoir maintenant revenir sur son opinion. Le président a annoncé la création de l'*Atrocities Prevention Board*, un comité spécial de la Maison Blanche pour la « prévention des atrocités ». Il est présidé par son inspiratrice, Samantha Power,

assistante spéciale du président et directrice pour les droits de l'homme au *National Security Council*, formé par les conseillers les plus importants en politique étrangère. Dans son ascension au pouvoir (auquel elle semble prédestinée par son nom), Samantha, aspirante secrétaire d'Etat, s'est toujours appuyée sur la dénonciation de présumées atrocités, attribuées à ceux qui, chacun à leur tour, sont désignés comme les ennemis numéro un des Etats-Unis. Sous l'aile de son patron, le puissant financier Georges Soros, Power a contribué à élaborer la doctrine « Responsabilité de protéger », qui attribue aux Etats-Unis et à leurs alliés le droit d'intervenir militairement dans les cas où, de leur avis sans appel, des « atrocités de masse » sont sur le point d'être commises. C'est grâce à ce type de motivation officielle, en particulier celle de protéger la population de Benghazi menacée d'extermination par les forces gouvernementales, que le président Obama a décidé l'an dernier de faire la guerre contre la Libye. La doctrine est maintenant institutionnalisée avec la création de l'*Atrocities Prevention Board*. A travers la Communauté d'intelligence (formée par la Cia et 16 autres agences fédérales), il établit quels sont les cas de « potentiels atrocités de masse et génocides », en alertant le président. Il préfigure ainsi les outils politiques, économiques et militaires pour la « prévention ». Dans ce cadre, le Département de la défense est en train de développer « des principes opérationnels ultérieurs, spécifiques de la prévention et de la riposte aux atrocités ». Dorénavant ce sera l'*Atrocities Prevention Board* qui préparera le terrain à de nouvelles guerres. Et il est déjà au travail : face à l' « indicible violence à laquelle est soumis le peuple syrien, nous devons faire tout ce que nous pouvons », a déclaré le président Obama, en soulignant qu'aujourd'hui comme dans le passé, « la prévention des atrocités de masse constitue une responsabilité morale fondamentale pour les Etats-Unis d'Amérique ». Dommage que l'*Atrocities Prevention Board* n'ait été créé que maintenant. Sinon il aurait pu prévenir les atrocités de masse dont est constellée l'histoire étasunienne, à commencer par le génocide des populations autochtones nord-américaines. Il suffit de nous souvenir, en nous limitant aux cinquante dernières années, des guerres contre le Vietnam, le Cambodge, le Liban, la Somalie, l'Irak, la Yougoslavie, l'Afghanistan, la Libye ; les coups d'état orchestrés par les Usa en Indonésie, Chili, Argentine, Salvador. Des millions de personnes emprisonnées, torturées et tuées. Pour prévenir d'autres atrocités, l'*Atrocities Prevention Board* devrait livrer à la justice les responsables, impunis, des tortures et meurtres à Abu Ghraib, à Guantanamo et dans des dizaines d'autres prisons secrètes de la Cia. Il devrait aussi joindre aux actes les vidéos avec lesquelles les soldats étasuniens documentent, pour s'amuser, le meurtre de civils en Afghanistan [\[1\]\[1\]\[1\]](#), que le Pentagone a essayé d'abord d'occulter puis de minimiser. Que Samantha Power les regarde bien, ces vidéos, pour comprendre ce qu'est vraiment une « atrocité de masse ».

[\[1\]\[1\]\[1\]](#) Voir <http://www.rollingstone.com/politics/news/the-kill-team-20110327>

Source : Marie-Ange Patrizio

Manlio Dinucci

Mardi 1er mai 2012

Edition de mardi 1er mai 2012 de *il manifesto*

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120501/manip2pg/14/manip2pz/322008/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19